

Au cœur de l'Asie centrale, le fragile domino kirghiz



DAVID GAUZÈRE
DOCTEUR EN GÉOGRAPHIE
SPÉCIALISTE DE LA KIRGHIZIE

La révolution du 7 avril dernier en Kirghizie, où le président déchu Bakiev continue à faire de la résistance, a révélé la complexité des relations dans ce petit État montagneux et enclavé d'Asie centrale, État tampon au cœur des rivalités d'intérêts de ses voisins, de la Russie et des États-Unis.

Pour Moscou, Bichkek fait partie de son « étranger proche », où elle dispose depuis 2003 d'une base militaire à Kant et de plusieurs installations militaires. Mais la Russie se sert aussi de la présence de 10 % de Russes en Kirghizie et de ses réseaux étroits avec l'élite politique kirghize. Pour Washington, qui y dispose aussi d'une base à Manas depuis 2001, la Kirghizie fait partie d'un front avancé pour mener des opérations contre les réseaux terroristes en Afghanistan, mais aussi « gêner » la Russie dans son pré carré et freiner les ambitions chinoises.

Toutefois, la volatilité de la situation à Bichkek a contraint Américains et Russes à faire taire leurs divergences,

« Les États-Unis sont les grands perdants du changement, alors que Moscou et Pékin jouent la neutralité... »

rapprochement intéressé avec les États-Unis. . . Mais Moscou s'affole de la « contagion parlementaire » au Kazakhstan et jusqu'à son propre sol.

Les États-Unis sont les grands perdants du changement à Bichkek. Washington a longtemps soutenu l'ex-dictateur, allant jusqu'à courtiser son fils Maxim, avant de reconnaître formellement les nouvelles autorités kirghizes, mais avec retard sur la Russie.

La Chine fait du pragmatisme à toute épreuve. Désormais premier exportateur de produits manufacturés en Kirghizie, Pékin table sur une politique de stabilité et de neutralité vis-à-vis de son voisin. Si la Chine a rapatrié ses ressortissants et fermé sa frontière et si la Kirghizie sert de refuge aux contestataires ouïgours du Xinjiang, les échanges n'ont en rien été perturbés par les événements kirghiz.

Les républiques voisines d'Asie centrale (Kazakhstan, Ouzbékistan, Tadjikistan), elles, redoutent la formation d'une république parlementaire à Bichkek. Les systèmes présidentiels autoritaires de ces États et leur allergie à toute ouverture politique ont nourri leur hostilité vis-à-vis des changements en Kirghizie. Après le 7 avril, un embargo frontalier a asphyxié l'économie kirghize : étranglé, le nouveau gouvernement a dû ouvrir les vannes des barrages de la rivière Naryn pour inonder les plaines ouzbèkes et kazakhes, afin d'obliger l'Ouzbékistan, puis le Kazakhstan, à rouvrir leurs frontières. Toutefois, la Kirghizie servant d'abri aux mouvements d'opposition démocratique de ces États, la méfiance s'installe entre voisins.

Quant aux islamistes du Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MIO), ils ont essayé de s'ancrer dans les six enclaves étrangères du Sud kirghiz pour déstabiliser la religieuse et traditionnelle vallée du Fergana, divisée entre Kirghizie, Ouzbékistan et Tadjikistan et espérer y créer la base territoriale d'un « califat islamique » régional, soutenus en sous-main par les talibans afghans et les réseaux d'al-Qaïda.

En définitive, la Kirghizie reste un État faible, un domino à la merci des convoitises de ses voisins. Et la fracture entre le Nord et le Sud ouzbékophone s'accroît toujours, prenant désormais une tournure religieuse : l'islamisme progresse au Sud, tandis que le Nord réfute de plus en plus l'islam et se christianise devant la manne en dollars apportée par les sectes protestantes américaines et désormais coréennes.

Les défis ne manquent donc pas à Roza Otounbaeva, présidente intérimaire, et au gouvernement provisoire. Mais l'éclosion après la révolution de nouveaux partis, d'ONG, de clubs, d'associations de jeunesse et l'adoption le 27 juin par référendum d'une république parlementaire par plus de 90 % des électeurs témoignent d'une maturité du peuple kirghiz, en dépit des freins des États voisins et de l'inertie de la communauté internationale.